

Destination *Afrique*

« Ce n'est pas une formule de voyage qui fait l'éthique, c'est l'éthique qui fait le voyage ! »

Le savent-ils ? Les voyageurs de l'Afrique sub-saharienne sont les acteurs d'un soutien équitable au développement économique, dans le respect des habitants et de l'environnement. Comment se développent les structures qui se positionnent sur le marché du tourisme responsable et solidaire ? Sur quels critères se base l'équité des échanges ?

Par Stéphanie Vialfont

Le patron de Point Afrique est un homme en colère, et on le comprend. Fidèle à sa feuille de route, cette coopérative de voyageurs au service du développement, avec à sa tête Maurice Freund, est épaulée par l'agroécologiste Pierre Rabhi, qui dirige le Mouvement pour la Terre et l'Humanisme. Tous deux s'intéressent entre autres à l'autonomie des paysans : « Il faut trois tonnes de pétrole pour fabriquer une tonne de produits chimiques », précise Pierre Rabhi. Dans le Sahara, les activités diversifiées de Point Afrique concernent le développement de régions enclavées et concourent au développement local et social. Dans le parc du W, partagé entre le Niger, le Bénin et le Burkina Faso, des paysans illettrés ont été formés, ainsi que des ONG et des agronomes, pour créer Gorom Gorom, un ensemble d'hébergements touristiques, valorisé par la culture agroécologique, sans pesticides. Aujourd'hui, 100 000 paysans cultivent volontairement sans produits chimiques.

« Tous les excédents sont reversés dans les pays desservis, les actions sont ponctuelles ou bien s'étalent sur plusieurs années », commence Maurice Freund. Au Mali, Point Afrique finance à hauteur de 60 000 € une rizière dans la vallée de l'Azawak. En Mauritanie, pays le plus pauvre du continent, et situé au 153^e rang mondial de l'Indice de Développement Humain, est organisé un symposium de sculptures sur le site de Ben Amira, d'un coût de 54 000 €.

Et avec le concours de l'Alliance française et du ministère de la Coopération française, des guides ont pu être formés à hauteur de 114 330 € au total. A Chinguetti, la coopérative suit de près la création d'une Mahadhra qu'elle subventionne à hauteur de 1 525 € par mois depuis 2001.

Economie de survie et souci d'équité

Les principaux obstacles au développement africain sont l'accès à l'eau, la famine et la sécheresse, auxquels s'ajoute l'accès à la santé et à l'éducation, car ils déplacent les populations. Pour endiguer le phénomène et maintenir traditions et cultures, des projets voient le jour. Au Niger, en pays touareg, un ingénieur en agroécologie, directeur de l'agence de voyages Agharous, réceptive de l'association Croq'Nature, membre de l'Ates (voir encadré) et partenaire de Point Afrique, a établi en fondant l'Alliance pour le développement durable et la solidarité un centre de culture de spiruline et de formations de jardiniers de la région de l'Aïr. Une véritable immersion dans la vie de ces fascinants Hommes bleus et de leur histoire, qui franchit la frontière du voyage contemplatif.

Si la coopérative de Point Afrique et ses nouvelles destinations ont mis en lumière le partage des traditions et des cultures comme facteur de développement, le tourisme solidaire devrait être érigé en principe de base, puisqu'il se caractérise par la rencontre avec les populations, en particulier les acteurs du développement local. Pourtant, le directeur de Croq'Nature garde la tête froide : « Le tourisme solidaire et équitable n'est rien d'autre qu'un tourisme normal comparé à la France, où les employés sont payés normalement. » Jean-Luc Ganteil ajoute sans hésiter : « Si on était un peu plus humaniste, on devrait les payer encore plus que chez nous, parce que ces pays sont en retard. »

La même association propose des voyages dans l'immensité saharienne qui s'étend de l'ouest à l'est de l'Afrique. Désert, autre membre de l'Ates, propose de découvrir la Libye en circuit



accompagné ou individuel. En Algérie, Arvel offre un circuit dans le massif du Hoggar, de l'Assekrom aux jardins d'Imerous. En partenariat avec Croq'Nature, 50 € par voyageur sont reversés à l'association Amitiés Franco-Touareg. « En Algérie, le tourisme est le domaine réservé de l'Etat », explique Jean-Luc Ganteil, pour qui cette raison reste insuffisante pour empêcher le soutien aux populations. « Toutes les associations de développement sont interdites, même les associations culturelles et solidaires. Au Maroc, par contre, tous les employés doivent être déclarés. On note un vrai progrès social. On rétablit juste là-bas ce qui est fait chez nous en France. Si tous les salariés du tourisme avaient un comportement normal, on ne serait pas obligé d'employer des adjectifs valorisants pour le tourisme solidaire, alors que ce sont les autres formes de tourisme qui ne sont pas normales. »

Un tourisme protecteur de l'environnement ?

« Il y a encore trop de touristes qui arrivent en pays conquis ! » hurle presque Maurice Freund, le charismatique patron de Point Afrique.

« Il faut arrêter d'aller dans des hôtels en béton, de dépenser l'eau si précieuse, de polluer des sols et des environnements qui sont déjà en voie de disparition. » La pollution visuelle, qui est toujours la plus évidente, pousse les organisateurs à limiter l'accès à certains espaces. Une composante qui fait partie de l'engagement et des nombreuses préoccupations des voyageurs. Les groupes de touristes sont déjà restreints dans certaines parties du désert mauritanien ou sur le banc d'Arguin, situé sur la partie océanique de la Mauritanie, classé au Patrimoine mondial de l'Unesco, et où s'amoncellent criminellement plusieurs kilos de déchets par voyageur chaque année. Cette restriction de la taille des groupes est un des indicateurs de la survie environnementale prônée par des membres d'ATR, dont La Balaguère, Atalante et Allibert. Ces voyageurs ont mis la main à la pâte en élaborant en commun quelques conseils pratiques – et basiques – dans la Charte du désert propre.

Avec Allibert et Terres d'Aventure, tous deux membres d'ATR, le Sénégal est une destination pour apprentis-robins ou aventuriers : voyages en bateau et randonnées dans le delta du Siné Saloum dans une des réserves mondiales de la biosphère classée par l'Unesco. Avec les fonds récoltés, Allibert a participé à la construction de cases dans le village de Bandafassi. Là aussi, rien n'est laissé au hasard. Atalante, de son côté, lève le voile sur une partie peu fréquentée du territoire Dogon, donc très préservée dans sa culture, avec en sus une traversée de deux jours en pinasse.

En bref, faut-il sauver l'environnement pour sauver le tourisme ? Pour Jean-Pierre Lozato-Giotard, qui « préfère parler de tourisme équilibré, plutôt que de tourisme durable, une approche culturelle et une approche des populations locales créent, grâce aux coopératives de développement, à leur financement et leur reversement, un équilibre qui a toutes les chances de durer. »

Contre le tourisme sans conscience

Un tourisme progressivement sensibilisé à l'environnement a toutes les chances de parvenir à séduire le plus grand nombre, voyageurs et voyagistes. « On tend à regrouper des opérateurs classiques, avec une prise de conscience en plus », déclare Yves Godeau, président d'ATR (voir encadré) et co-fondateur de Club Aventure. « Nous sommes porteurs d'une valeur essentielle qui est celle d'une équité entre les peuples, et distincts du tourisme de masse, de consommation d'hôtels et de climat », ajoute-t-il.

Dans le circuit de trois pays africains – Ghana, Togo et Bénin – de Voyager-Autrement, membre de l'association ATR, la découverte des micro-projets ponctue le séjour. « Il s'agit de travailler avec un prestataire désireux d'intégrer notre démarche. Nous montrons la vie quotidienne de cette région dans une abondance de rencontres avec des tisserands et des artisans, des marabouts et des chefs de villages, une immersion dans un environnement magique », raconte sa responsable Marianne Didierjean, elle-même émerveillée par ce circuit. Le 4^e jour est organisée une visite de la radio locale qui relaie les actions de développement : « C'est l'occasion de mesurer l'information mise en œuvre à la radio, qui est le média d'importance en Afrique. Tandis qu'au Ghana, on plonge dans les traditions animistes en visitant un village où la sorcellerie est encore très présente. Au Bénin, c'est la visite d'une ferme-école où une petite ONG a créé une structure pour le recyclage de produits en plastique. » L'extrême pollution des sacs et emballages de produits importés a envahi les échoppes, le premier coup de vent les emporte pour s'accrocher dans les buissons d'acacias, témoins attristés de la société de consommation occidentale. Elle ajoute : « Ces voyages répondent à des problèmes de développement, en montrant la façon dont on peut avancer en Afrique où c'est particulier. Les villages-communautés qui accueillent des voyageurs

arrondissent leurs revenus qui proviennent principalement de l'agriculture. Le voyage permet aux gens de travailler. C'est urgent en Afrique où les gens sont à l'écart de tout. » Elle conclut : « On a l'impression que c'est une idée nouvelle qui va faire son chemin. Or, cela fait 40 ans que le commerce équitable existe. Autrefois refuge de militants, il est maintenant plus banalisé. Voyager autrement c'est voyager normalement »

Un tourisme en voie de développement

Le pas est vite franchi de l'assimilation entre un voyage bénévole et humanitaire et un voyage solidaire. « Les gens ont fait une démarche plus éthique. Dans le voyage éthique et solidaire, on a affaire à un milieu d'entrepreneurs. Notre milieu d'associations est un milieu d'entrepreneurs professionnels », déclare Sandrine Bot, chargée de mission Tourisme solidaire de l'Ates. Les projets sont aussi élaborés avec les autorités locales, ou bien en partenariat commercial. Exemple, au Burkina Faso, de l'association Tourisme et Développement Solidaires, organisation de solidarité internationale et membre de l'Ates, qui reverse 25 % du prix du voyage directement aux communautés villageoises. « Dans ce voyage, on est dans la rencontre, on ne dort pas chez les gens. On prend le temps de comprendre le travail de l'équipe locale en allant voir les artisans, on transmet chacun des connaissances, et de cet échange possible, au cœur du village, germent d'autres idées, d'autres projets. » Depuis les débuts du village d'artisans de Doudou au Burkina Faso, il y a dix ans déjà, 1 500 voyageurs sont venus visiter La Patrie des hommes intègres. Et la formule fait des émules puisqu'elle est reconduite au Bénin. Le fait de dormir à la belle étoile, dans une case, de partir en randonnée, sont des critères qui n'interviennent qu'en enrobage dans le voyage solidaire et équitable. « Ce n'est pas une formule de voyage qui fait l'éthique, c'est l'éthique qui fait le voyage ! » C'est dit. ■

Depuis le sommet de l'Organisation mondiale du tourisme en 1999, qui a élaboré le Code mondial d'éthique du tourisme, a été rédigé en 2000 la Charte du tourisme éthique. Deux repères du tourisme responsable et solidaire existent à ce jour :

L'association ATR, Association pour un Tourisme Responsable, naît en 2004, puis rapidement, en 2006, le label ATR. A destination des voyageurs, spécialisés dans la randonnée, et/ou sensibilisés à la biodiversité et à la préservation de l'environnement. « Ils sont avant tout des opérateurs qui essaient d'être responsables », précise Yves Godeau. ATR regroupe à ce jour 15 voyageurs, et de nombreuses demandes d'intégration dans l'association sont en cours de validation. On attend les premiers membres certifiés Tourisme Responsable d'ici fin 2007. www.tourisme-responsable.org (ATR)

De son côté, l'Ates, Association pour le tourisme équitable et solidaire, qui émane de l'Unat, l'Union nationale des associations de tourisme de plein air, est issue de la plate-forme du commerce équitable. En plus du souci de démarche environnementale, elle intègre la création de structures de développement des 16 associations actuellement répertoriées qui ont fait voyager 3 500 personnes en 2005.

■ www.unat.aso.fr (ATES) ■ www.point-afrique.com/cooperative/engagement.php ■ www.croqnature.com ■ www.deserts.fr ■ www.labalaguere.com ■ www.terdav.com ■ www.allibert-trekking.com ■ www.atalante.fr ■ www.voyager-autrement.fr ■ www.tourisme-dev-solidaires.org (TDS)

A lire : Le chemin vers l'écotourisme, Impacts et enjeux environnementaux du tourisme aujourd'hui, Jean-Pierre Lozato-Giotard, Editions Delachaux et Niestlé. 2006.



Le Costa-Rica fut le premier pays à exploiter sa nature pour vivre du tourisme. Une logique qui demande une solide organisation de tous, habitants et tour-operators. Rencontres et découvertes des projets sur cette terre paradisiaque qui héberge 5% des espèces de la planète

Reportage texte et photos Stéphanie Vialfont

Il habite une maison en bois sous de grands arbres exotiques, en bordure de Santo Domingo de Heredia, une des provinces limitrophes de San Jose, la capitale. D'origine française et forestier de formation, Eric Gay organise avec succès des voyages ecotouristiques à travers le pays. « Je veux montrer ce qui ne se trouve pas dans les catalogues. J'attends que mes touristes me disent leurs attentes d'une éthique de voyage différente », explique-t-il en servant du jus de zapote, un savoureux fruit des tropsiques.

Le paradis de la biodiversité héberge 5 % des espèces de la planète. « Dans les années 70, le Costa Rica était le pays le plus déforesté du monde à cause des deux principales productions du pays : le café et la banane », explique le jeune guide de l'Inbio, l'Institut national de la biodiversité. Cet organisme privé est la première étape de l'écovoyage organisé

par Eric Gay. « Le tourisme s'est développé dans les années 50. Toutes les forêts, qui appartenaient au ministère de l'Agriculture, ont été décimées au profit des plantations américaines. L'Inbio travaille selon une "stratégie en triangle", présentée au sommet de Rio en 1992 : pour sauver cette biodiversité, il faut d'abord la connaître, et l'utiliser sous une forme durable. » Il conclut : « C'est un projet qui inclut les entreprises, les secteurs privés et la population. » Ici, les parcs nationaux occupent un quart du territoire : 20 parcs naturels, 8 réserves biologiques, pour un pays à peine plus grand que la région française Midi-Pyrénées. Depuis 1993, le tourisme est devenu la première source de revenus du Costa Rica. Il génère 1 000 \$ par visiteur, à comparer aux 400 \$ générés en France. Si le ministère du Tourisme ne classe pas l'écotourisme à part, cette filière bien rôdée se perfectionne de saison en saison.

L'INBIO, UNE MINE D'OR

« Des experts s'appuient sur le travail préliminaire de la communauté indigène qui leur apporte son savoir ancestral sur les espèces pour pouvoir dresser ensuite le code génétique de la plante », raconte en espagnol le jeune tico, car c'est ainsi que se nomment familièrement les Costariciens. L'Institut propose une longue promenade à travers la faune et la flore du pays. « Les groupes d'experts font de la bioprospection. Par exemple, ils étudient les insectes qui vivent dans les volcans et mangent les bactéries de la lave car, grâce à la particularité de leur métabolisme, ces insectes peuvent vivre sur le cratère. Les chercheurs prennent ensuite l'ADN de l'intestin de la bactérie pour soigner le cancer gastrique. »

Le marché pharmaceutique mondial attend que le délai des brevets de ces découvertes,

généralement d'une durée de 10 ans, soit expiré. Les entreprises les récupèrent alors pour 100 ans environ. Une aubaine pour Merck, Diversa, Btg, Bristol Myers, Lily, Indena.

DEFORESTATION

Eric Gay explique : « *Beaucoup d'institutions dans l'environnement se sont développées. Aussi ai-je voulu faire partager mon expérience. Les ecotouristes ne viennent pas pour voir le plus beau spot, ils savent que leur argent va dans les projets.* » Dans ce concept de tourisme équitable, il veille au bon déroulement des choses. Au Catie (Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement), dont les cours sont fréquentés par des ministres de l'Environnement de l'Amérique du Sud, le professeur français Bruno Locatelli, économiste environnementaliste, explique : « *La déforestation est responsable à 25 % des changements climatiques. La reforestation ne peut pas régler dans sa totalité ce problème. Les grands groupes industriels vont planter des forêts d'eucalyptus pour réduire les gaz à effet de serre mais elles ne sont pas adaptées à cette terre. Même certifiées, elles sont, à terme, plus destructrices.* »

Un mécanisme de paiement finance les initiatives de petits producteurs pour réintroduire biodiversité, séquestration de carbone et protection des bassins versants, par la plantation de petites espèces. Sur la route des eco-tours, la luxuriante parcelle permet aux membres de la communauté des Biribiri, aux alentours de Puerto Viejo de Limon sur la côte caraïbéenne, de cultiver, fabriquer et vendre cacao, bananes, piments. Il reste environ 30 000 indigènes sur les quatre millions d'habitants du pays. Pour préserver leurs cultures et leurs traditions, beaucoup vivent du commerce équitable.

UN AUTRE MONDE POSSIBLE

Etape obligée après la visite du volcan Arenal, deux jours inoubliables à l'université de la Terre, la « Earth » comme on dit ici : son air de campus américain donne le ton, financé par les Etats-Unis. « *Depuis la révolution verte, les ONG ont la possibilité de faire des changements. L'écotourisme fait partie de cette mutation. La Earth véhicule certes des valeurs humanistes, elle cherche aussi à redonner aux étudiants l'intérêt qui leur manquait pour leur propre pays et qui leur permet d'élaborer des*

solutions durables pour la qualité de vie des gens. Comme les Costariciens le font déjà par eux-mêmes », explique Christopher Picado Quiros, du Programme d'éducation permanente. L'université recrute ses futurs leaders dans le monde entier, dont 80 % sont boursiers et issus pour la plupart de zones rurales. Depuis 2002, un nouvel article de la Constitution porte l'Etat garant du meilleur environnement naturel pour ses citoyens. Le changement se vérifie par la réalisation de projets en nombre.

Les objectifs de l'université Earth vont au-delà de l'enseignement. « *La Earth montre qu'un autre monde est possible dans son autosuffisance.* » L'électricité du campus pour les 400 élèves, fournie par un biodigester, frôle parfois la surproduction ! En temps normal, les déchets solides fabriquent jusqu'à 75 % de méthane. Les porcs, énormes, nourris avec de la farine de soja mélangée à des minéraux et du sel, ajoutés aux déchets de la cantine, sont eux aussi en bonne santé.

L'ETAT DE L'EAU MENACE

Aussi travaille-t-on sur la purification de l'eau par les plantes, partout ailleurs très chlorée pour lutter contre les pollutions, nombreuses. « *Le pays n'est pas préparé à cette concentration urbaine, qui produit incontestablement de plus en plus de substances toxiques* », explique Jenny Reynolds Vargas, directrice du Laboratoire d'hydrologie environnementale du Centre de recherche sur les nitrates de l'Université Nationale (UNA). « *Nous sommes face à un problème microbiologique et les dérivés du chlore utilisés pour éliminer les bactéries peuvent générer une grande toxicité de l'eau, jusqu'à provoquer des cancers. Des études ont été faites, mais aucune preuve crédible n'a été avancée pour démontrer le lien direct avec des maladies graves ou incurables. Les pesticides et nitrates des plantations de bananes et d'oranges y contribuent aussi. On a observé leurs incidences sur la fertilité des femmes et sur le fonctionnement neurologique des enfants.* » La justice a tranché en condamnant à des dédommagements financiers les entreprises responsables, qui s'acquittent d'une taxe pour tenter de mesurer avec conscience leur consommation d'eau. Bien que le Costa Rica soit le 3^e pays le plus riche de la région centraméricaine en offre hydrique, que ses barrages produisent 69 % de son électricité, les déchets industriels et le phénomène de sédimentation des rivières risquent fort d'aggraver

la situation si rien n'est fait. Pour cette raison, Eric Gay a prévu de reverser 5 % des bénéfices de ses voyages à des projets de retraitement de l'eau, sur le modèle pratiqué à l'université Earth, dans les endroits qu'il visite avec ses groupes de voyageurs.

Le 26 mars dernier, les ticos ont manifesté contre les traités de libre-échange avec les Etats-Unis et contre l'implantation de nouvelles zones franches : « *Il est de nouveau question de grandes plantations d'ananas dans le sud du pays, qui absorberaient toutes les ressources hydriques, alors que les habitants ont à peine de quoi se laver* », explique Ana Isabel Barquero, ingénieur des Forêts et coordinatrice au Programme interdisciplinaire de recherche et de gestion de l'eau à l'université (PRIGA-UNA). Pour le Costa Rica, qui est l'emblème de la conservation naturelle, les intérêts économiques des neuf zones franches lèvent le voile sur un pays à deux visages.

ECOTOURISME À L'AMERICAINE

Un autre programme écotouristique œuvre à la certification sur un mode de fonctionnement différent. « *Lorsque nous avons constaté l'inexistence du respect envers les cultures locales, nous avons mis en pratique ce que nous avons appris de l'agriculture et des forêts en terme de recherche et de pollution. Il y avait urgence* », explique Ronald Sanabria, directeur des Programmes du tourisme durable chez Rainforest Alliance, une ONG spécialisée dans la préservation des écosystèmes et des populations qui en dépendent.

En suivant ce Programme de formation régulièrement réajusté, l'ecolodge La Quinta participe depuis 1994 à un projet de régénération naturelle de l'exubérante forêt pluvieuse qui autrefois occupait ce lieu. « *Nous avons acheté un petit bout de terre au milieu de nulle part* », commence Beatriz, une costaricienne qui a fait des études de tourisme en Italie, et propriétaire du lodge à Sarapiquí. « *Nous étions, mon mari Leo et moi, motivés par le rêve de vivre dans la nature avec nos enfants, par le défi de transformer un ranch abandonné en un lieu naturel de paix.* » Le promeneur y trouve son bonheur : l'eau recueillie par les bromelias fournit un refuge idéal à la « terre des grenouilles » non loin de la « ferme des papillons » et du potager bio : palmito, banane plantain, manioc, ananas, papaye... L'écomusée regorge de pièces

de céramique, témoignages de l'influence Maya. Le lodge, membre de l'«International Ecotourism Society », première association mondiale d'écotourisme née en 1990, travaille en partenariat avec la réserve biologique La Tirimbina. Chaque parc est soumis à un encadrement particulier et tous ne sont pas ouverts au public. C'est aussi le cas de La Selva, réserve reconnue par l'Académie nationale des sciences des Etats-Unis comme l'un des quatre lieux les plus propices au monde pour ses recherches effectuées sur la forêt tropicale.

Actuellement, 20 % des aires nationales protégées sont ouvertes au public. Pour la réserve biologique privée La Tirimbina, seuls les spécialistes y ont accès, mais un séjour à l'eco-lodge de La Quinta en ouvre les portes. Mariamalia Araya, biologiste et coordinatrice à la réserve biologique de La Tirimbina à Sarapiquí décrit son univers quotidien : « *La réserve biologique de La Tirimbina est un refuge pour la vie sauvage au sein de 326 hectares de forêts. La canopée de la forêt pluvieuse abrite deux tiers des espèces vivant dans cette forêt, dont certaines ne descendent jamais jusqu'au sol.* » La présence de la guide naturaliste est indispensable. « *Jusqu'à présent, 250 chercheurs de 26 pays ont consacré 170 thèses et plus 2 000 publications à cette forêt et à ses habitants : pécaris, paresseux à deux, trois doigts, singes hurleurs, singes-araignées, toucans, grenouilles venimeuses...* »

UNE ENTITE INTERNATIONALE

« *Rainforest Alliance offre une assistance technique, pour qu'un hôtel puisse appartenir à un réseau durable. A ce jour, il existe 60 programmes de certification différents. Toutes les personnes qui font du tourisme vert ne se connaissent pas entre elles, c'est pourquoi nous travaillons avec des tour-operators locaux (cf. fin d'article). C'est le Sustainable Stewardship Council (STSC), une institution internationale* », déclare Ronald Sanabria. Sur la liste d'attente, le paradisiaque Luna Lodge, à un battement d'ailes de l'océan Pacifique, sur la péninsule La Osa. Applaudie par le prestigieux magazine National Geographic, elle est « *La plus forte concentration biologique de toute la planète.* »

La construction des bungalows, uniquement avec du bois tombé à terre, a donc nécessité plusieurs années. « *Je n'aurai jamais imaginé pouvoir faire ça* », lance Lana Wedmore, la propriétaire, tout sourire. « *Nous l'avons fait avec ce que la nature nous a donné.* » Elle dispense ses cours de yoga



Au Luna Lodge, yoga au coeur de la forêt primaire. Au loin, l'Océan Pacifique.

© Stéphanie Viafort

depuis une large terrasse, et laisse ses méditations embrasser l'infini. Avec l'océan pour tout horizon de ses rêveries, une voyageuse chuchote : « *Etre dans les bras de la forêt* », telle est la sensation de Jan Borah qui a choisi cette destination privilégiée pour ses vacances depuis 3 ans. A 22h pile, le générateur s'éteint, et les lueurs des bougies déposent une enveloppe romantique de nuit sombre et de forêt remplie de chants d'oiseaux canailles et siffleurs. Lana oeuvre aussi pour une association, « Women of La Osa », réunissant en communauté une vingtaine de femmes ouvrières, dont les créations artisanales permettent d'améliorer leurs revenus et leur condition familiale.

CHANGER, C'EST PRESERVER

Au Lapa Rios, ecolodge soutenu par Rainforest Alliance, la bonne gestion de l'eau et de la nature dans la réserve privée de 405 ha à la limite du parc national de Corcovado le situe à la meilleure place dans le Guide des bonnes pratiques du Programme des Nations Unies

pour l'Environnement (PNUE). Pourtant, même des hôtels à l'apparence plus modeste, à 7 \$ la nuit, ont fait leurs preuves. « *Après des années d'importation, nous pouvons à nouveau produire du cacao nous-mêmes* », explique Tsiru Ue, qui dirige avec son mari costaricien Alexander la ferme Finca Köbö de 25 ha. Et son père William, un ancien chercheur d'or, aux ancêtres espagnols et aux profonds yeux bleus, est aujourd'hui avec son ecolodge « Arenas de Osa », reconverti dans une activité moins polluante. Depuis le début de l'année, le tourisme rural est déclaré d'intérêt public dans la Constitution costaricienne, un tourisme qui profite désormais aux communautés qui l'incluent dans leur projet de développement. Communautés paysannes et tribales des autres pays d'Amérique centrale l'ont bien compris en développant l'agrotourisme, suite logique de l'écotourisme. Malgré leur instabilité politique et l'exploitation de richesses naturelles originellement moins développées, contraintes qui les maintiennent largement à la traîne du démocratique Costa Rica. ■

EN SAVOIR PLUS

Circuit ecotouristique / Eric Gay : www.internatura.com

Sur les forêts : www.climat.cirad.fr

Ecolodges : ■ www.laquintasarapiqui.com ■ www.tirimbina.org ■ www.laparios.com
■ www.lunalodge.com ■ www.fincakobo.com ■ www.arenasdeosa.com

Tour-operators locaux en partenariat avec Rainforest Alliance (www.rainforest-alliance.org)

■ www.swisstravelcr.com ■ www.horizontes.com ■ www.camino.travel.com
■ www.vesatours.com ■ www.detourdestinations.com